

**Avenant n° 80 du 18 septembre 2024**

relatif à la modification du titre IV « Régimes de retraite et de prévoyance »  
de la convention collective

NOR : ASET2450852M

IDCC : 2190

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UNML,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SYNAMI CFTD,**

d'autre part,

ont convenu de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des structures relevant de la convention collective nationale des missions locales et PAIO.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant s'applique à l'ensemble des structures quel que soit l'effectif de l'association.

**Article 2 | Modification du titre IV « Régimes de retraite et de prévoyance »**

L'article 4.2.7.4 intitulé « Revalorisation des prestations » est modifié comme suit :

« Pour les sinistres survenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les prestations périodiques (rentes éducation, rentes de conjoint, indemnités journalières, rente d'invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle) sont revalorisées annuellement selon les dispositions prévues dans le contrat collectif d'assurance souscrit par l'employeur. »

Les articles 4.2.7.5 et suivants sont inchangés.

**Article 3 | Durée de l'accord**

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article 4 | Révision et dénonciation de l'accord**

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 à L. 2261-12 du code du travail.

#### **Article 5 | Extension de l'accord**

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour sa remise à chacune des organisations signataires et pour l'accomplissement des formalités administratives utiles.

Le présent avenant sera notifié, à l'initiative de la partie la plus diligente, à l'ensemble des organisations représentatives, et fera l'objet des formalités de publicité et dépôt, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les parties signataires conviennent, à l'initiative de la plus diligente, de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, l'extension du présent accord en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

#### **Article 6 | Date d'effet de l'avenant**

Le présent avenant prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

*Fait à Paris, le 18 septembre 2024.*

(Suivent les signatures.)